

**Roger et Didier LE PAGE**  
**EARL du Quinquis**  
**81 Chemin du Quinquis**  
**29000 Quimper**

Quimper le 13 août 2014

Ouest-France  
24 bd Dupleix  
29000 QUIMPER

Objet : droit de réponse

Monsieur le Directeur,

Deux articles nous concernant, écrits par Madame Frédérique JOURDAA D'ANDRIMONT, ont été publiés dans votre quotidien.

Le premier, intitulé « **Les eaux troubles du Quinquis** », a été publié en page Finistère le 27 juin 2014. La journaliste écrit son article à partir du sens des conclusions du rapporteur public de la cour de cassation. Elle fait un historique de l'affaire qui n'appelle pas de remarques particulières. Par contre, la fin de l'article témoigne d'une méconnaissance du dossier et montre que Madame JOURDAA D'ANDRIMONT a puisé ses sources davantage du côté de Veolia que du côté des victimes requérantes ! Il est regrettable que, ni cette journaliste, ni un journaliste de la rédaction quimpéroise d' « Ouest-France » n'ait pris la peine de nous contacter, comme l'a fait la rédaction du « Télégramme ». Cela vous aurait pourtant évité de publier des contrevérités qui nous ont particulièrement choqués.

La première : l'expertise judiciaire date de 2006 et non de 1998 !

La seconde : jamais VEOLIA ne nous a avertis que nous devrions empêcher nos bêtes d'approcher de la rivière et de brouter l'herbe des prairies pour cause de pollution. Le reconnaître aurait impliqué de leur part la recherche immédiate de responsabilités ; c'était admettre du même coup que le poste de relevage, mis en place en 1976, ne remplissait pas son rôle. Auparavant, en effet, aucune perte anormale de bétail n'avait été observée, nos bêtes ayant toujours été sous surveillance vétérinaire.

Dès que nous avons constaté que ces pertes anormales de bovins avaient pour origine les crues polluées du Quinquis, qui inondait de façon récurrente nos pâtures depuis la création du poste de relevage, nous avons retiré nos bêtes de ces prairies, qui sont, faut-il le rappeler, notre propriété. Il s'agit d'un préjudice ancien contre lequel nous nous battons, seuls, depuis plus de 30 ans.

La parution de cet article nous a d'autant plus surpris que nous n'avions pas été prévenus de la date de l'audience en Conseil d'État.

Le 2<sup>ème</sup> article, intitulé « **Les fermiers perdent contre VEOLIA** », a trouvé place dans une des pages « Quimper », le 26 juillet dernier, quelques jours avant que la notification du jugement ne nous parvienne. Cet article a une tonalité assez déplaisante que nous n'avions pas relevée dans le premier. Cette fois encore, nous relevons chez Madame JOURDAA D'ANDRIMONT, la même propension à dédouaner VEOLIA, en omettant soigneusement de mentionner la responsabilité essentielle de la Collectivité, tout en marquant une indifférence désinvolte à l'égard des victimes.

Pour votre information nous tenons à porter à votre connaissance quelques données irréfutables, et donc vérifiables par tout journaliste soucieux de tendre à l'objectivité :

1. Nous avons toujours insisté sur la responsabilité principale de la collectivité. Les 3 niveaux de juridiction, qui ont d'ailleurs relevé la pleine responsabilité de la collectivité, ont reconnu :
  - que les préjudices dont nous étions victimes venaient des dysfonctionnements du poste de relevage, consécutifs à sa mauvaise conception, au choix de son emplacement et à l'inefficacité des travaux réalisés.
  - que la responsabilité en était essentiellement imputable à la collectivité et non à son délégataire VEOLIA.
2. En 1<sup>ère</sup> instance à Rennes (nous y étions), notre avocat rennais, a commis une faute en ciblant uniquement VEOLIA, contre notre volonté. La responsabilité de VEOLIA était estimée à environ 5% selon le rapporteur public. Si l'avocat avait ciblé la Collectivité, comme nous le demandions dès le début dans les courriers qui en font foi, nous n'en serions pas là !
3. En appel à Nantes (nous y étions également), sur notre demande, notre assureur Groupama a contacté un nouvel avocat de Morlaix qui a voulu réorienter l'affaire en désignant cette fois-ci la collectivité comme responsable principal et, subsidiairement, VEOLIA. Le Tribunal a estimé que cela n'était plus possible et a confirmé le jugement de Rennes.
4. Pour pouvoir rebondir et envisager d'obtenir réparation, il fallait aller en cassation, afin de faire la preuve que nous avions épuisé tous les recours possibles (même si l'issue du jugement ne faisait aucun doute), condition nécessaire à l'engagement d'une éventuelle procédure juridique.

Désormais, nous pouvons donc nous retourner contre la collectivité et demander des comptes à l'avocat défaillant.

Il est certain que beaucoup de temps et d'énergie auront été gaspillés. Mais, notre détermination reste intacte et nous ne doutons pas que la réputation de votre journal sera à la hauteur du respect qu'il a de ses lecteurs, en leur faisant connaître notre version des faits.

Roger LE PAGE

Didier LE PAGE

Copie du présent courrier et des articles cités à :

- Ouest-France rédaction de Rennes
- M. JOLIVET, Maire de Quimper et Président de Quimper communauté
- M. BESSON, GROUPAMA
- Maître LE LUYER, avocat
- M. LE BODO, VEOLIA EAU
- M. HENRY, Président de CAREPA